

Burundi : situation de calvaire pour un pays en agonie

@rib News, 07/11/2012 BURUNDI : Le difficile chemin vers la paix et la démocratie Par Joseph Ntamahungiro

*Conférence donnée le 3 novembre 2012 dans la Salle Pax, Rue du Patronage, 27 à 7850 Enghien lors de la soirée de gala pour la Paix dans la Région des Grands Lacs Africains organisée par le Réseau international des Femmes pour la Démocratie et la Paix (RIFDP). Pour commencer, j'adresse un grand remerciement aux membres du RIFDP qui m'ont invité à venir vous présenter en quelques flashes la situation du Burundi aujourd'hui. Pour coller à mes recherches sur les faits récents portant sur la période de 2010 à aujourd'hui. J'ai aussi procédé à la sélection des éléments à présenter car il y aurait tellement à dire que même une journée ne suffirait pas pour décrire toute la situation. Et comme la conférence est organisée par un réseau de femmes, c'était plus qu'un devoir pour évoquer la situation de la femme burundaise. Et pour entrer dans le vif du sujet, commençons par essayer de répondre à la première question : «Le Burundi est-il pacifique ?»

Le Burundi est-il pacifique ? Criminalité au quotidien et impunité Sous le titre «Criminalité au quotidien et impunité», Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EurAc) a écrit dans son bulletin Echos des Grands Lacs N° 71 de décembre 2010 ce qui suit : «Selon les associations de défense des Droits de l'Homme et des Médias indépendants, il ne se passe aucun jour au Burundi sans qu'il y ait des personnes assassinées, violées, arrêtées et emprisonnées arbitrairement, et ce dans la plus grande impunité. Pour les seuls 47 jours de la fin de cette année 2010 (du 17 octobre au 3 décembre), on compte ainsi 23 morts, 3 personnes blessées, 3 femmes violées (1 fillette de 16 ans violée par un chef de secteur, 1 jeune fille de 6 ans violée par son enseignant, une vieille dame de 94 ans violée par un jeune homme) et 18 personnes arrêtées et emprisonnées arbitrairement. Ces crimes sont attribués par le parti au pouvoir à des «bandits», mais les sources les plus fiables mettent souvent en accusation les agents du Service de Renseignement présidentiel et des policiers. Les victimes sont généralement des membres des partis d'opposition et spécialement du Front National de Libération (FNL) de Agathon Rwaswa. Tout en minimisant la responsabilité des agents de la documentation et des «forces de l'ordre», le ministre de la Sécurité publique a indirectement reconnu les crimes de ses agents. Il a ainsi fait savoir que plus de 108 policiers, 37 sous-officiers et 2 officiers ont été renvoyés de la police suite à leurs fautes commises et qui ont mis en doute la crédibilité de ce corps». Il a ajouté que «d'autres crimes policiers accusés de noircir l'image du corps de police sont en train d'être étudiés» et que «des sanctions seront prises à l'encontre de ceux qui seront reconnus coupables». S'agissant des violences liées au genre, la Ligue iteka révèle qu'entre janvier et octobre 2010, on a enregistré 1.727 cas de violences sexuelles, dont 1.646 victimes de sexe féminin. Nous reviendrons encore plus loin sur le calvaire de la femme burundaise. D'autre part selon des chiffres publiés en 2011 par l'Association burundaise pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (APRODH), le nombre de personnes tuées pour des motifs politiques était de 55 au mois de Mai; 58 en Juin; 28 en Juillet; 30 en Août. La majorité des victimes avait été éliminées par le pouvoir selon un plan macabre baptisé Safish (nettoyage) attribué au ministre de l'Intérieur. Ce plan est toujours en vigueur puisque des associations de défense des Droits de l'Homme ont découvert au cours du mois d'octobre 2012 une dizaine de cadavres flottant sur les rives du Lac Tanganyika[1]. L'attitude des autorités face à ce drame semble indiquer que ces massacres ont été commandités par le pouvoir. Actes barbares et menace de guerre

Sous le titre «Burundi Actes barbares et menaces de guerre», le Réseau Européen pour l'Afrique centrale (EurAc) a écrit dans son numéro de décembre 2011, deux personnes en tenue policière et à bord d'un véhicule aux couleurs de la police nationale ont enlevé de sa maison Léandre Bukuru, militant du Mouvement Social pour le Développement (MSD) d'Alexis Sinduhije. Le lendemain, son corps, amputé de la tête, a été retrouvé dans une commune voisine. Deux jours après, la tête a été retrouvée dans une latrine à quelque 10 kilomètres de là. Malgré les protestations de sa famille, les autorités politiques ont enterré séparément et en toute hâte le corps et la tête de la victime. Ce crime crapuleux a soulevé l'indignation Burundi. Il vient allonger la longue liste des crimes semblables abjects puisque l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) a enregistré quelque 300 exécutions extrajudiciaires d'ex-rebelles et militants des partis politiques d'opposition depuis le début de cette année. Pendant ce temps, les prisons sont pleines à craquer et la population fait état de difficultés[2] entraînant de nombreuses victimes, même si le pouvoir les minimise en parlant de «bandits». L'Église catholique évoque le danger d'une nouvelle guerre civile. Menace d'une guerre civile Effectivement, le 8 décembre 2011, les évêques catholiques du Burundi, qui sont généralement avertis de déclarations et de prises de positions devant les problèmes auxquels sont confrontés les Burundais, ont publié un message[3] qui, aujourd'hui, est plus que jamais d'actualité. On y lit notamment ceci : «Au regard de ce qui est en train de se passer dans notre pays, si nous ne nous engageons pas à faire tout ce qui est en notre pouvoir, il y a risque que notre pays bascule dans les affres d'une nouvelle guerre, alors que même les séquelles laissées par celle que nous venons de connaître sont encore vives». (â€). En effet, «ces derniers temps, on ne cesse de parler de guerre: que ce soit du côté de ceux qui disent qu'ils se préparent à combattre, que ce soit du côté de ceux qui affirment qu'il n'y a pas de guerre (â€). Ces derniers temps également, des crimes d'assassinats et tueries sont en passe de dépasser la mesure. En plus des crimes habituels, comme ceux consacrés aux vols, aux conflits fonciers ou d'intérêts, ou aux suspicions de vouloir s'empoisonner; le pays est aujourd'hui menacé par des crimes de sang pour des mobiles politiques et dont on accuse toutes les parties en conflit. Il s'ajoute même un nouveau crime de disparition, où des gens sont enlevés, assassinés, jetés dans les rivières ou dans la nature en faisant disparaître toute trace, jusqu'à les mutiler au point de plus les reconnaître. Certains de ces crimes sont, malheureusement, mis sur le compte de certains agents des services de Renseignement National et de Sécurité Nationale». «Tu n'auras pas la paix tant que tu vivras» Le 2 mai 2012, a publié un rapport intitulé : «Tu n'auras pas la paix tant que tu vivras» sous-titré «Aggravation de la violence politique en 2011»[4]. Selon HRW, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans des attaques politiques depuis la fin de 2010. Certains ont été commis par des agents de l'État et des membres du parti au pouvoir, d'autres par des groupes

armées d'opposition. Ces crimes traduisent l'impunité généralisée, l'incapacité de l'État à protéger ses citoyens et l'inefficacité du système judiciaire. Tout au long du début de l'année 2011, le gouvernement a tenté de minimiser l'ampleur de ces tueries, affirmant que la plupart d'entre elles étaient l'œuvre de criminels de droit commun et que le Burundi était en paix. Mais une forte augmentation de la violence à partir du mois de juillet, suivie par l'attaque de septembre à Gatumba[5], a rendu impossible de maintenir cette version. Et au lieu de donner une priorité à l'enquête des enquêtes rigoureuses et à la poursuite des suspects, le gouvernement a permis à la majorité de ceux qui ont commis des meurtres politiques de rester en liberté, même si des témoins ont identifié certains des agresseurs présumés. Dans un des rares cas au cours duquel des suspects ont été traduits en justice (exemple dans l'attaque de Gatumba), la procédure a été profondément viciée. En effet, la plupart des accusés ont affirmé avoir été torturés pour qu'ils extorque des aveux et les juges n'ont pas ordonné d'enquêtes sur ces allégations. Les juges ont également refusé de faire comparaître les témoins réclamés par la défense, notamment des agents supérieurs de la police et des services de renseignement identifiés par les accusés comme impliqués dans ce massacre. L'enfer des enfants albinos Avant d'aborder le calvaire des femmes burundaises, je vais dire encore un mot sur l'enfer des enfants albinos. Selon plusieurs sources[6], de 2008 à 2012, dix huit enfants albinos ont été sauvagement massacrés dans la province de Ruyigi, souvent par un membre, parfois même alors que la victime est encore vivante. Et le plus étonnant est que toutes les personnes appréhendées se sont échappées de la prison. Pour l'ONG canadienne Under the same sun (Sous le même soleil), selon toute probabilité, tous ces enfants sont victimes d'un trafic d'organes entre le Burundi et la Tanzanie. En effet, certaines parties de leurs corps serviraient à confectionner des «potions magiques», sensées apporter la richesse ou la réussite sociale à leurs possesseurs. Une dernière tentative d'assassinat a heureusement échoué le 19 octobre dernier. Selon le journal Iwacu[7], deux enfants albinos de la zone Mugege, en commune Butaganzwa, province Ruyigi, ont failli être lynchés par 6 hommes armés de fusils et de couteaux et en tenues militaires. Vers 21h, ces criminels ont foncé la porte de la famille des deux enfants, les ont enlevés et les ont conduits dehors. Au moment où ils se préparaient à les exécuter, le père alerté par leur appel pathétique au secours, a accouru. Armé d'une machette, battu comme un lion contre ces criminels et échappé par miracle à leurs tirs. Une balle a blessé grièvement la mère mais ses jours ne sont plus en danger. Le calvaire des femmes burundaises même en temps de paix, beaucoup de femmes burundaises sont victimes de violences de toutes sortes[8]. Selon Mme Mireille Niyonzima, présidente de l'Association pour la Défense des Droits de la Femme (ADDF), les violences faites aux femmes burundaises ont augmenté de jour en jour, sous beaucoup de formes. Depuis janvier 2010, son association avait enregistré cette année-là 3.148 cas de femmes victimes de violences. Et quand une femme ose porter plainte contre son mari qui l'a maltraitée, la première réaction du policier est de lui dire : «Attention, c'est ton mari, c'est ton beau-frère. Tu vas te créer des ennuis là». Les policiers ne voient pas qu'il s'agit d'un crime. De son côté, l'Association pour la Protection de la Personne Humaine et des Personnes Détenues (APRODH) relève qu'en 2012, les associations de défense des Droits de l'Homme accueillent chaque jour des dizaines de femmes victimes de violences sexuelles ou autres et que quand les auteurs de ces crimes sont appréhendés, ils sont le plus souvent rapidement libérés. APRODH cite pour exemple le cas de Muyinga (Nord du pays) où elle a recensé 147 dossiers pour viol. Or, seuls 10 prévenus ont été emprisonnés, les autres ont été remis en liberté, ce qui décourage les victimes. Signalons que le viol touche tous les âges de la femme, des enfants en bas âge à de vieilles femmes de plus de 90 ans. Il est commis par des individus extérieurs à la famille, mais aussi par des pères, des oncles ou d'autres membres de la famille. Le phénomène semble même être amplifié depuis 2010. En ce mois d'octobre 2012, la ligue des Droits de l'Homme ITEKA a publié un article au titre tristement évocateur «La femme burundaise sous la folie meurtrière : 7 femmes tuées et plus de 34 cas de violences domestiques en moins de deux mois»[9]. Il s'agit des mois de mai et juin 2012. La ligue donne en détails les noms des victimes et les mauvais traitements qu'elles ont subis. Enfin selon une dépêche de la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) du 26 octobre dernier, au moins dix femmes ont été tuées depuis le début de l'année 2012 dans la Province de Kirundo (Nord du pays)[10] : 2 ont été tuées suite à des attaques à la grenade par des criminels armés non autrement identifiés ; 3 (une vieille femme et ses deux filles) par des voisins qui les accusaient de sorcellerie ; 5 par leurs conjoints dont 1 pour avoir dénoncé son mari qui se livrait à la débâche avec d'autres femmes ; 1 pour avoir refusé de vendre son propriété familiale et 1 pour avoir refusé de vivre avec une seconde épouse. Disons pour être complet que des hommes burundais souffrent aussi de violences conjugales, en plus petit nombre il est vrai[11]. Plus que les femmes, ils osent encore moins en parler car tous ne sont pas des Samandari wa Mandaranga[12]. L'épidémie des grossesses en milieu scolaire Un autre phénomène inquiétant concerne les grossesses indésirables en milieu scolaire[13]. Selon le ministre burundais de l'Enseignement de base et secondaire, de l'Enseignement des Maitres, de la Formation professionnelle et de l'Alphabétisation, plus de 3.600 adolescentes sont tombées enceintes depuis les deux dernières années. «Le taux des filles qui tombent enceinte dans les écoles, dit-il, augmente au fur et à mesure, bien qu'il y ait le code pénal assez répressif en la matière». Parmi les auteurs de ces grossesses figurent les enseignants et les directeurs des écoles malgré les sanctions prévues qui vont jusqu'à la révocation. D'autres hommes engrossent les filles et contactent par après les parents de ces filles pour leur promettre des dots vu le degré de paupérisation que connaît la population burundaise. Pour certains observateurs, l'impunité et la protection des auteurs de ces grossesses par certaines hautes autorités sont à l'origine de cette montée du taux de grossesses en milieu scolaire. Essayons maintenant de répondre à la deuxième question «Le Burundi est-il un pays démocrate ?» «Le Burundi est-il un pays démocrate ?» Beaucoup de faits que je viens de mentionner nous montrent malheureusement que ce n'est pas le cas. En effet, depuis les élections de 2010, au lieu d'avancer sur le chemin du processus démocratique, le pays a replongé dans la violence et presque dans le retour au monopartisme de fait. Les faucons du régime actuel ont pris comme modèle et comme maître à penser le voisin du Nord, à savoir : le refus de toute opposition sauf celle qui est alliée au parti au pouvoir; la répression, la division et l'éclatement de tous les partis de l'opposition, le verrouillage de tout espace médiatique et la gestion du pouvoir sans partage et pour toujours. En 2010 donc, le parti au pouvoir s'était juré de remporter ces élections coûte que coûte.

coŕte malgrŕ un bilan catastrophique de la lŕgislatre prŕcŕdente. De leur cŕtŕ, les partis dŕopposition sŕ opposition sŕ jurŕs de les remporter. Quand ils ont perdu les communales suite ŕ des fraudes quŕils ont qualifiŕes de ŕ«massivesŕ», ont dŕcidŕ de se retirer de tout le processus ŕlectoral et mŕme dŕabandonner les quelques siŕges quŕils avaient. Comme le parti au pouvoir, ils ont optŕ pour la menace et le recours ŕ la force. Rŕsultatŕ : le pays est retombŕ petit ŕ dans les violences qui ont conduit ŕ la situation actuelle.ŕ Cŕest ce que rappelle et rŕsume le dernier rapport de International Crisis Group (ICG) du 25 Octobre 2012 intitulŕ ŕ«Burundiŕ : Bye-Bye Arusha ?ŕ»[14] On lit dans ce rapport ŕ:ŕ«En dŕpit du fonctionnement rŕgulier des institutions et du discours officiel vantant les progrŕs en matiŕre de dŕveloppement et de sŕcuritŕ, le Burundi est en train de perdre les acquis de lŕaccord dŕArusha. En raison de lŕŕlectorale de 2010, le systŕme de partage du pouvoir conŕŕ Arusha a fait place ŕ un monopartisme de fait qui se traduit par la fin du dialogue entre lŕopposition et le gouvernement, une dŕrive autoritaire et le retour de la violence politique. Le respect de la minoritŕ politique et de la rŕgle de droit, essentiel ŕ la dŕmocratie, semble ignorŕ depuis 2010 (ŕŕ!). ŕ Le boycott par lŕopposition du processus ŕlectoral ŕ la suite du contentieux sur les ŕlections communales a gŕnŕ des tensions qui ont incitŕ lŕopposition ŕ former une coalition, lŕAlliance dŕmocratique pour le changement (ADC-Iki) plusieurs de ses responsables ŕ partir en exil. Cette situation sŕest accompagnŕe dŕune vague de violence alimentŕe bien par le pouvoir que lŕopposition. A la rŕurgence des groupes armŕs et aux critiques de la sociŕtŕ civile, le gouvernement a rŕpondu par une stratŕgie de rŕpression et une politique dŕintimidationŕ. Bien plus, poursuit ICG, mainmise du parti au pouvoir (le Conseil national pour la dŕfense de la dŕmocratie et Forces pour la dŕfense de la dŕmocratie, CNDD-FDD) sur toutes les institutions en lŕabsence dŕopposition vŕritable (ŕŕ!) conduit ŕ une gestion de lŕEtat et du processus de justice transitionnelle, ainsi quŕune instrumentalisation des services de sŕcuritŕ qui sont contraires aux principes dŕArusha. Dans le mŕme temps, le projet dŕamendement constitutionnel dont les contours sont pour lŕinstant flous suscite des inquiŕtudesŕ. En guise de conclusion De mon point de vue, un pays ne peut pas ŕtre qualifiŕ de ŕ«pacifiŕŕ» quand ses habitants sont soumis ŕ autant dŕinjustices, de crimes, de dŕni de leurs droits, ŕ la ŕ un ŕnorme fossŕ entre les riches et les pauvres.ŕ Si cŕtŕait le cas, les pays dirigŕs par des dictateurs seraient les pacifiŕs du monde.ŕ Un pays ne peut pas non plus ŕtre qualifiŕ de dŕmocrate pour le simple fait que ses dirigeants organisent des ŕlections avec la volontŕ farouche de les gagner et de conduire le pays comme bon leur semble. Pour paraphraser ce que jŕai dit ailleurs ŕ propos de lŕindŕpendance[15], le Burundi sera un Etat dŕmocrate quandŕ :1) (1) Burundais (homme, femme, enfant, de chaque rŕgion du pays, de nŕimporte quelle conviction politique ou religieuse, riche ou pauvre, etc.) sera rŕellement libre, aura de quoi vivre dignement, nŕaura pas peur de lŕautoritŕ (politique ou militaire) ou de ceux dont il ne partage pas la mŕme conviction politique.2) Le pouvoir ŕmanera rŕellement de la base, que le citoyen exercera un rŕel contrŕle sur les personnes ŕ qui il aura confiŕ ce pouvoir par la voie des urnes et quŕil pourra sanctionner ses mandants sŕils sŕcartent du pacte conclu pour la bonne gouvernance du pays.3) Le pouvoir sera collŕgialement partagŕ dans un systŕme construit sur des institutions fortes et non des hommes forts, dans un systŕme oŕ le peuple aura la possibilitŕ de faire connaŕtre aux premiŕres autoritŕs du pays ses desiderata et oŕ ces mŕmes autoritŕs solliciteront son point de vue, le respecteront et ne lui imposeront jamais une dŕcision par la force[16]. 4) La vie de chaque Burundais sera sacrŕe, que lŕimpunitŕ sera fortement sanctionnŕe et nŕaura plus droit de citŕ et quand dira le droit et ne ŕ«pratiquera pas le courbeŕ» ŕ lŕimage de la situation que dŕnonŕait Jean de La Fontaineŕ : ŕ«Se vous serez puissant ou misŕable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noirŕ». Par rapport ŕ la situation actuelle, mon constat est que tout en ayant le mot ŕ«ŕ dialogueŕ» ŕ la bouche, le parti au pouvoir comme les partis dŕopposition ont optŕ pour lŕusage de la force, y compris pour la lutte armŕe.ŕ Cŕest ainsi que depuis deux ans une criminalitŕ sans prŕcŕdent et mŕme ŕ des combats entre lŕarmŕe rŕguliŕe et des groupes armŕs comme plus haut.ŕ Cette option ne peut ŕtre que meurtriŕe, une nouvelle fois, pour tout le peuple burundais, spŕcialement pour les petites gens ŕ« ba nyarucari- ŕ et risque de replonger le pays dans les affres de la guerre dont le pays tentait de sortir comme lŕont signalŕ les ŕvŕques catholiques burundais. ŕ Quant ŕ lŕimage que se fait le citoyen moyen des autoritŕs actuelles, elle peut ŕtre rŕsumŕe dans le sentiment quŕun grand nombre de Burundais ont ŕprouvŕ ŕ lŕoccasion cŕlŕbration du 50ŕme anniversaire de lŕindŕpendance du pays. ŕ Alors que les discours officiels ont ŕtŕ triomphaux, cŕur de beaucoup de Burundais nŕtŕait pas ŕ la fŕte compte tenu des violations des Droits de lŕHomme, de la corruption devenue le mode de gouvernement, dŕune justice partielle, de lŕimpunitŕ, des assassinats ciblŕs et des exŕcutions extrajudiciaires qui font encore et toujours la une de lŕactualitŕ, sans oublier la paupŕisation de la trŕs grande majoritŕ de la population. Dŕsabusŕs, certains Burundais ont mŕme comparŕ lŕŕpoque actuelle ŕ celle des colonisateurs en termes ŕ : ŕ«La chicotte est de retour (ŕŕ!). Cŕest seulement la couleur de la peau qui a changŕ mais les pratiques de certains dirigeants sŕapparentent, dŕune faŕon ou dŕune autre, ŕ celles des colonisateursŕ».[17] Je vous remercie Ntamahungiro-ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ Licenciŕ en Lettres (Section Philosophie) et Diplŕmŕ de Journalisme ŕ lŕUniversitŕ de Fribourg/Suisse-ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ Ancien Directeur Gŕnŕral de la Radio-Tŕlŕvision Nationale du Burundi (RTNB)-ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ Conseiller Principal ŕ la Prŕsidence de la Rŕpublique du Burundi chargŕ de la Presse et de la Communication-ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ Ancien Rŕdacteur de la Revue Dialogue-ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ Actuellementŕ : Chargŕ de lŕinformation au Rŕseau Europŕen de lŕAfrique Centrale (EurAc) ŕ Bruxelles-ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ ŕ Membre de plusieurs associations burundaises formelles ou informelles, dŕassociations africaines et collaborateur bŕnŕvole de plus dŕune ONG europŕenne.[1] RFI, ŕ«ŕ Burundiŕ : Nouveaux probables exŕcutions extrajudiciaires dont trois opposantsŕ», Paris, ŕ ŕ ŕ 21/10/2012, 2 p.[2] On parle notamment du Front National pour la Rŕvolution au Burundi (FRONABU-TABARA); des Forces pour la Restauration de la Dŕmocratie (FRD-Abanyagihugu), du Front du Peuple Murundi-Abatabazi et de lŕUnion des Patriotes Rŕvolutionnaires (UPR). Voir David Ntwari, ŕ«œCommuniquŕ de presse du Front National pour la Rŕvolution au Burundi, Fronabu-Tabaraŕ», Mwumba, 21/10/2011, 2 p.; RFI, ŕ«œUne nouvelle rŕbellion au Burundiŕ», Paris, 29/11/11, 1 p.ŕ ; Gratiŕ Rukindikiza, ŕ«œBruits de bŕ Cibitokeŕ», Paris, 21/10/2012, 2 p. [3] Confŕrence des ŕvŕques catholiques du Burundi, ŕ«Messages des ŕvŕques catholiques concernant la paix au Burundiŕ», Bujumbura, 08/12/2011, 6 p. ŕ [4] Human Rights Watch, ŕ«Tu nŕauras pas la paix tant que tu vivrasŕ», Bujumbura, 02/05/2012,ŕ 79 p.[5] Lire notamment Esdras Ndikumana, ŕ« Burundi : Coup de

thÃ©Ã©tre dans le procÃ©s des auteurs prÃ©sumÃ©s de lâ€™attaque de Gatumba Â», RFI, Paris, 14/12/2011, 3 p. [6] Lire notamment AFP, Â«Â Un enfant albinos retrouvÃ© dÃ©membrÃ© au BurundiÂ Â», Bujumbura, 23/10/2010, 1 p.Â ; Slate Afrique, Â«Â SOS AlbinosÂ Â», Paris, 02/05/2012 et 31/05/2012, 3 p.Â ; Le tÃ©lÃ©gramme.com, Â«Burundi Coup de Coeur. DÃ©fendre enfants albinos Paris, 30/03/2012, 2 p.[7].Fabrice Manirakiza, Â«Â RuyigiÂ : Deux enfants albinos lâ€™ont Ã©chappÃ© belleÂ Â», Journal Iwacu, Bujumbura, 22/10/2012,Â 2 p[8] Lire notamment A.C.O.R.D, Â«BurundiÂ : Un audit sur les pratiques judiciaires en matiÃ¨re de violences sexuellesÂ Â», Bujumbura, 31/03/2010, 69 p.Â ; FidÃ¨le Nsabimana, Â«RuyigiÂ : Les victimes de viols prÃ©fÃ©rent lâ€™amiable Ã la justiceÂ Â», in Journal Iwacu, Bujumbura, 05/05/2012, 1 p.Â ; Marie Claire Ndikumana, Â«Â BurundiÂ : AprÃ©s le viol, le rejetÂ Â», Radio Nederland, Bujumbura, 09/05/2012, 1 p.Â ; Evelyne Muhorakeye, Â«Â Le calvaire des femmes battues au BurundiÂ Â», Radio Nederland, Bujumbura, 08/11/2010, 3 p.Â ; Syfia Grands Lacs, Â«Burundi: La justice dÃ©fend toujours mal les femmes violentÃ©esÂ Â», Bujumbura, 20/07/2012, 3 p.[9] Ligue Iteka, Â«La femme burundaise sous la folie meurtriÃ¨reÂ : 7 femmes tuÃ©es et plus de 34 cas de violences domestiques Ã moins de deux moisÂ Â», Bujumbura, Â 15/10/2012, 3 p.[10] COSOME, Â«Â Au moins dix femmes tuÃ©es dans des actes de violence Ã KirundoÂ Â», Bujumbura, 26/10/2012, 1 p. [11] Lyse Nkurunziza, Â«Â BurundiÂ : violences conjugales, des hommes en sont aussi victimesÂ Â», in Le Journal Iwacu, Bujumbura, 30/05/12, 2 p.[12] Samandari est un personnage lÃ©gendaire au Burundi passÃ© champion dans le rire et lâ€™humour.Â Il se moquait de tout et de tout le monde, y compris du Roi, personnage pourtant sacrÃ©.Â Alors quâ€™on se moquait de lui pour avoir Ã©tÃ© battu par une femme enceinte, il rÃ©pondit: suis plutÃ´t un hÃ©ros car je me battais contre deux individusÂ Â» (traduction libre du Kirundi)[13] @rib News, BurundiÂ : plus de 3.600 grossesses indÃ©sirables en milieu scolaireÂ Â», 24/10/2012, 1 p. [14] International Crisis Group, Â«BurundiÂ : Bye-bye ArushaÂ Â», Bujumbura/Bruxelles/Nairobi, 25/10/2012, 37 p.[15] Joseph Ntamahungiro, Â«BurundiÂ : Regard critique sur les 50 ans dâ€™indÃ©pendanceÂ Â», publiÃ© par Pax Christi Wallonie Bruxelles, 30/06/2012, 6 p.[16] Je fais souvent allusion au modÃ¨le suisse qui est unique en son genre avec son gouvernement fÃ©dÃ©ral, lâ€™autonomie communale, la dÃ©mocratie directe par la votation populaire ou rÃ©fÃ©rendum obligatoire, le rÃ©fÃ©rendum facultatif, lâ€™initiative populaire, la pÃ©tition et la solidaritÃ© cantonale.Â Selon cette solidaritÃ©, les cantons riches doivent aider financiÃ¨rement les cantons pauvres pour garder une harmonie sociale et maintenir le principe de lâ€™accroissement de la prospÃ©ritÃ© commune des citoyens.[17] Lire notamment RÃ©novat Ndabashinze, Â«JubilÃ© dâ€™or de lâ€™indÃ©pendance du BurundiÂ : Câ€™est dans quelques h Journal Iwacu, Bujumbura, 29/06/2012, 3 p.Â ;Â RÃ©novat Ndabashinze, Â«Bujumbura se prÃ©pare Ã la fÃªte du cinquantiÃ¨me dans lâ€™agitation â€¢.et lâ€™indiffÃ©rence aussiÂ Â», Journal Iwacu, Bujumbura, Â 30/06/2012, 3 p.